

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Prises de positions

- Social - Printemps 2003 -

Date de mise en ligne : mercredi 8 janvier 2003

Démocratie & Socialisme

Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière : "Le fait que M. Fillon reçoive les organisations politiques (...) avant les organisations syndicales, et sur ce dossier, nous porte à croire que nous allons être devant le fait accompli". Le syndicaliste précise que les différentes organisations syndicales ont rédigé un texte commun sur les retraites, "qui n'est pas un texte de revendication mais qui est une déclaration précise d'orientation générale", destinée à clarifier leur position.

Marc Blondel par ailleurs qualifie de "nivellement par le bas" un éventuel alignement des retraites du secteur public sur le régime général. Pour lui, l'objectif des partisans d'une telle réforme, "c'est de désengager l'Etat", dont le budget "est considéré comme trop important".

Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT : "négociations pour des modalités différentes et nouvelles oui, mais négociations pour assurer un progrès social et non pas renoncer au développement et au progrès social". Bernard Thibault se dit satisfait que Jacques Chirac ait réaffirmé le droit à la retraite à 60 ans, mais "le tout est de savoir à quel niveau de retraite". "S'il était assuré avec une très faible pension ce serait inévitablement un contexte qui inciterait les plus bas revenus à continuer à travailler comme on le voit dans les pays anglo-saxons, ce ne serait pas une bonne mesure."

François Chérèque, secrétaire général de la CFDT : "C'est une feuille de route qui va bien à la CFDT mais en même temps il reste quelques détails qui sont très importants à régler : le financement, les cotisations, la durée de cotisation." "Ce sont les éléments les plus difficiles à régler mais la négociation promise par le président de la République devrait nous aider à trouver les bonnes solutions." Le discours du président Chirac "va dans le bon sens, maintenant comment allons-nous faire pour financer tous ces beaux principes", a ajouté François Chérèque. "C'est sur ces sujets que la négociation doit avoir lieu. On nous la promet, allons-y maintenant."

Réformer les retraites est "une impérieuse nécessité."

Ernest-Antoine Seillière, président du Medef : "Le président de la République a fait une excellente analyse de la situation des retraites dans notre pays. Il a bien posé les principes : équité, liberté, garantie des retraites" mais "n'a pas indiqué les mesures qu'il fallait pour y conduire". "On a toujours été des partisans déclarés de la retraite par répartition (...), on a proposé que l'on mette en place un système par capitalisation en plus", a déclaré le patron des patrons. Sur la question des préretraites, il a affirmé que le Medef avait été "le premier à considérer que les travailleurs seniors ont toute leur place dans les entreprises et que l'allongement de la durée des cotisations implique que l'on aménage la position des travailleurs plus âgés".

François Fillon, ministre des Affaires sociales François Fillon a déclaré que les discussions engagées sur le dossier des retraites devaient être considérées comme "une concertation, une consultation et non une négociation" avec les partenaires sociaux. "Début février, on lancera le débat", avec la phase "des véritables discussions", a-t-il ajouté.